

# ÉT LES ARMES NUCLÉAIRES, APRÈS LE COUP D'ÉTAT MANQUÉ ?

*La limitation des arsenaux nucléaires ne ressemblera guère à ce qu'elle a été pendant ces vingt dernières années.*

PAR DAVID COX

L'ESPACE D'UN INSTANT, PENDANT LE COUP d'État soviétique, les partisans de la limitation des armements ont peut-être vu l'histoire de leur cause défiler sous leurs yeux en un éclair. Quelques semaines auparavant seulement, les présidents Bush et Gorbatchev s'étaient enfin entendus sur un Traité START, dont la négociation avait duré neuf années. L'accord était décevant. Certes, il prévoyait d'abaisser le nombre des ICBM les plus gros et les plus déstabilisateurs et de mettre en place des dispositions complexes quant à la vérification, mais les 700 pages du projet de traité et de protocoles laissaient à l'Union soviétique et aux États-Unis le droit de déployer chacun plus de 8 000 armes stratégiques nucléaires – ce qui ne représente qu'une réduction insignifiante par rapport aux nombres déployés au début des années 1980, c'est-à-dire à l'époque où les négociations ont commencé.

Le sentiment d'insatisfaction laissé par le Traité START s'est transformé en angoisse à la mi-août, lorsque l'on a cru que Ianaev et les conspirateurs pouvaient réussir leur coup d'État contre Gorbatchev. Soudain, le risque de voir le Traité START mis en péril changeait ce dernier en élément essentiel de la stabilité stratégique. Cette réaction apparemment contradictoire s'explique aisément. La perspective, passagère, d'un retour à un régime de type brejnévien en Union soviétique est venue rappeler à point nommé que le processus de limitation des armements qui, s'agissant des négociations sur les armes stratégiques entre les États-Unis et l'URSS, est pratiquement ininterrompu depuis 1969, a accru la stabilité et rendu les réactions des parties plus prévisibles, mais n'a pas accéléré le désarmement. En outre, depuis 1963, la plupart des accords relatifs à la limitation des armes nucléaires – le téléphone rouge, le Traité d'interdiction partielle des essais, le Traité sur la non-prolifération, les accords SALT et le Traité ABM – ont été négociés avec un régime soviétique extrêmement conservateur et extrêmement peu démocratique. Mais après tout, la limitation des armements vise les ennemis, pas les amis.

Par conséquent, la bande de Ianaev aurait sans doute été moins disposée que M. Gorbatchev à autoriser des inspections «intrusives», mais rien ne donne à penser qu'elle se serait montrée hostile à un Traité START. De fait, pendant l'une de ses premières interventions, dont l'intention était manifestement de rassurer les États-Unis, Ianaev a affirmé que le nouveau gouvernement respecterait les accords de limitation des armements négociés auparavant.

Que serait-il arrivé si, après l'échec du coup d'État, Boris Eltsine était apparu comme le dirigeant incontesté de l'Union soviétique ? Les stratèges conservateurs du gouvernement Bush ont probablement envisagé cette éventualité avec inquiétude. Juste après le putsch, le président de la Russie s'en est pris à un projet soviétique de multiplication des essais nucléaires dans l'Arctique et il a demandé une interdiction mondiale de tels essais. Il est très possible que, s'il avait négocié le Traité START à la place de M. Gorbatchev, il aurait prôné de très fortes réductions des arsenaux nucléaires des deux parties, et le gouvernement Bush aurait été bien embarrassé devant sa détermination à dépasser les modestes objectifs des négociations START.

REMETTRE EN QUESTION LES OBJECTIFS TRÈS limités et prudents de ces négociations n'est pas pour plaire à Washington. Tout comme en URSS, les positions américaines dans les pourparlers sur la limitation des armes stratégiques sont le résultat de longs marchandages entre organismes dans une structure bureaucratique qui ne s'adapte pas facilement à des changements rapides. Pour ce qui est de la limitation des armements, par conséquent, et aussi étrange que cela puisse paraître après les rebondissements du putsch, l'équipe de Ianaev aurait sans doute été un partenaire plus familier pour les États-Unis qu'un gouvernement radical de l'après-Gorbatchev dominé par les partisans de Boris Eltsine.

En définitive, ce n'est pas avec un gouvernement central radical ou conservateur que le gouvernement Bush est forcé de composer à Moscou, mais avec la possibilité qu'il n'y ait bientôt plus du tout de gouvernement. Paradoxalement, donc, en brandissant le spectre d'armes nucléaires dont l'utilisation ne serait pas maîtrisée, le putsch du mois d'août a préparé le terrain pour la transformation des objectifs et des politiques en matière de limitation des armements. Quand la question a été posée pour la première fois pendant le coup d'État, ce n'est pas par coïncidence que le Pentagone a été le premier à vouloir apaiser les craintes. Le secrétaire à la Défense, M. Dick Cheney, s'est empressé d'affirmer qu'il n'y avait pas péril en la demeure : «Nous n'avons pas cru à une aggravation du risque d'utilisation des armes nucléaires pendant le putsch.»

Peut-être pas, mais le risque d'une appropriation indésirable s'est lui révélé énorme. Non

seulement Ianaev a déposé Mikhaïl Gorbatchev de sa mallette contenant les codes de commandement nucléaire, mais (fait rassurant ou inquiétant ?), en partant précipitamment s'excuser auprès de M. Gorbatchev, le ministre de la Défense, le maréchal Iazov, aurait «perdu», a-t-on raconté, sa mallette nucléaire. Heureusement pour lui, ses aides, conscients que les codes nucléaires n'allaient pas tarder à tomber entre les mains de partisans de Eltsine, ont réussi à les effacer et, par conséquent, à rendre tout ordre de tir impossible.

Tout est bien qui finit bien ?

À la fin août, malgré de nouvelles assurances officielles, des sources moins élevées dans la hiérarchie du Pentagone ont commencé à faire entendre un autre son de cloche : «En un rien de temps, on retrouvera des armes nucléaires dans le port de Beyrouth», a fait remarquer un fonctionnaire non identifié. Évidemment, le président Bush et son conseiller à la sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, ont eux aussi commencé à voir les choses autrement. Le 27 septembre, M. Bush a essayé de profiter de l'occasion pour présenter à un moment soigneusement choisi un ensemble de mesures unilatérales. Ces mesures auront des conséquences à long terme pour la limitation des armes nucléaires, mais il est indéniable que leur adoption a été précipitée par la menace d'une instabilité nucléaire en Union soviétique. Cette menace, et la nécessité pour les États-Unis de prendre l'initiative dans une situation évoluant rapidement ont suffi à persuader M. Bush de contourner le processus bureaucratique sclérosé de la limitation des armements.

EN ANNONÇANT LA LEVÉE DE L'ÉTAT D'ALERTE permanent pour les bombardiers stratégiques et les ICBM plus anciens et en invitant les Soviétiques à prendre des mesures similaires, le président américain espérait mettre les armes nucléaires les plus «prêtes à l'emploi» hors de portée de putschistes et autres individus que l'aventure nucléaire pourrait tenter en URSS. Il a aussi révélé indirectement le long échecancier d'application du Traité START en déclarant que, plutôt que d'attendre les sept années sur lesquelles les réductions doivent s'échelonner, les États-Unis accéléreraient unilatéralement l'élimination de leurs plus vieux ICBM de type *Minuteman II*.

Indirectement aussi, la déclaration de M. Bush a fait valser deux autres principes sacro-saints de la limitation des armements que sont l'invincibilité de la Marine américaine et le lien